

Pétrole et géologie politique

* * *

La fin imminente du pétrole et du gaz bon marché est l'une des plus grandes épreuves qu'ait jamais affrontée l'humanité. Désormais inévitables, les conséquences sociales de cette épreuve risquent d'être dévastatrices. Afin d'en réduire un peu les effets, la seule conduite possible est l'apprentissage de la sobriété. Dans ce texte diffusé aux journées d'été 2004 des Verts, Yves Cochet place le parti dont il est membre devant une triple responsabilité : décrire la vérité de la disparition prochaine des hydrocarbures, élaborer une société de la sobriété, se mobiliser pour mobiliser l'ensemble de la population.

La production de pétrole « conventionnel » (facile à extraire) déclinera vers 2005. L'augmentation des prix des essences, puis du gaz, propagera l'inflation aux transports aériens, à l'agriculture et à la pêche, puis à tous les secteurs. La production de pétrole « non conventionnel » (lourd, off-shore profond, polaire...), très coûteuse, ne suffira pas à compenser en volume la déplétion du conventionnel. Le déclin géologique global commencera vers 2007 (passage du pic de Hubbert), tandis que la demande mondiale de pétrole deviendra structurellement supérieure à l'offre. En outre, la crise géopolitique au Proche Orient — guerre et terrorisme — devient chronique. Que l'Arabie Saoudite connaisse le sort de l'Irak et le chaos se répandra instantanément. Inflation, récession, dépression, effondrement... si l'addiction au pétrole continue¹.

¹ Durée du déclin : pour toujours. Barils consommés mondialement par an : 29 milliards (2003). Barils découverts mondialement par an : 6 milliards de conventionnels, plus 8 milliards de non conventionnels. Proportion de l'énergie finale mondiale fournie par le pétrole : 40%.

Energies de substitution ?

Première fausse bonne idée : investir plus dans l'exploration pour trouver et produire plus. Après plus d'un siècle d'exploration géologique, les ressources pétrolières sont à peu près connues. Depuis plus de trente-cinq ans le volume des découvertes diminue. Aucun investissement ne créera du pétrole qui n'existe pas.

Seconde fausse bonne idée : la technologie trouvera des énergies de substitution lorsque le pétrole déclinera. Vraie il y a trente ans (lorsque nous le disions pendant la campagne présidentielle de René Dumont), cette assertion est aujourd'hui fausse : il est trop tard pour substituer au pétrole, en moins de cinq ans, une énergie aussi bon marché, aussi transportable, aussi répandue, aussi facile et universelle d'usage. Les avions ne décollent pas avec de l'uranium ou de l'éolien. Lorsque le pétrole commencera à décliner pour toujours, de l'ordre de 3% par an, il n'y aura aucun fluide aussi énergétique pour compenser la déplétion.

La seule alternative viable est la sobriété (décroissance de la demande globale), tandis que la population mondiale s'accroît annuellement de 70 millions de personnes. Inédit et sévère.

Troisième fausse bonne idée : le gaz naturel remplacera le pétrole. Le gaz représente 22% de la consommation mondiale d'énergie finale. Il commence, lui aussi, à manquer dans certaines régions (Amérique du Nord). Ses modes d'extraction, de transport, de stockage et d'utilisation sont assez différents de ceux du pétrole. Le gaz naturel ne peut pas être la matière première de substitution des centaines de milliers de produits de la pétrochimie. De plus, son propre pic de Hubbert adviendra quelques années après celui du pétrole.

Quatrième fausse bonne idée : une autre source d'énergie remplacera le pétrole. Le charbon ? Le nucléaire ? L'hydrogène ? L'hydroélectricité ? Le solaire et l'éolien ? La biomasse ? Oui, un effort considérable en faveur des renouvelables permettrait de se passer de pétrole dans cinquante ans, pas dans cinq ans.

Bref, le temps est la variable indilatable qui rend désormais le choc inévitable.

La plus grande épreuve qu'ait jamais affrontée l'humanité...

En agriculture, nous mangeons du pétrole. L'alimentation, telle que fournie par l'agriculture productiviste (la PAC), dépend crucialement du pétrole. Le gazole pour les tracteurs et autres engins agricoles, le fuel pour les bateaux de pêche, le gaz naturel pour les fertilisants, le pétrole pour les pesticides, le diesel pour les camions de transport et de distribution (même si nous ne voulons pas de tout cela, mais cela existe massivement)². La raréfaction et la cherté

² Rendement du maïs productiviste : 80 quintaux à l'hectare. Rendement du maïs sans hydrocarbure : 20 quintaux à l'hectare. Pourcentage de céréales

du pétrole rendra l'agriculture plus chère et plus extensive. Les villes devront s'alimenter en produits plus locaux. L'alimentation deviendra plus végétarienne.

Pour les transports, ils dépendent à plus de 90% du pétrole. A 100% pour l'aviation. Lorsque les cours du brut augmentent, les prix des transports augmentent³.

Dans la vie quotidienne, plus de 500 000 types de produits contiennent du pétrole : médicaments, cosmétiques, lubrifiants, ordinateurs, téléphones, jouets, plastiques, bitume des routes et des toits, isolants, colles, peintures, pneus, bottes, caoutchouc, moquettes, vêtements... Alimentation, transports, système de santé, chauffage, réfrigération, climatisation, traitement et transmission de l'information... La triple crise pétrolière (géologique, économique, géopolitique) qui s'annonce éclipsera tout ce que nous avons connu.

Les conséquences sociales seront dévastatrices : hausse des cours du pétrole, inflation, augmentation des taux d'intérêt, dette, création de monnaie, dévaluation, baisse du pouvoir d'achat, baisse des achats, récession, tensions internationales... Le pétrole cher, c'est la guerre.

Reste la sobriété

La sobriété, politiquement, signifie une perspective d'autosuffisance décentralisée, par minimisation des échanges de

utilisées pour l'alimentation du bétail : 70%. La production de viande sur pied consomme cinq fois plus de pétrole que celle de céréales, à équivalence alimentaire.

³ Dans le monde, voitures : 800 millions. Camions : 8 millions. Bus et cars : 3 millions. Locomotives diesel : 100 000. Avions (de plus de cent passagers) : 11 000. Bateaux et cargos : 85 000. Caboteurs de pêche : 1,2 million. Commerce mondialisé : bientôt fini (pétrole trop cher). Tourisme mondialisé : bientôt fini (pétrole trop cher).

matières et d'énergie... Cette thèse de la sobriété, instruite du travail conceptuel des projets Alter de 1978 et 1981, affirme qu'aujourd'hui, pour permettre de réduire les tensions mortelles du choc, les ensembles économiques régionaux doivent être organisés autour des thèmes suggérés par les expressions :

- autosuffisance locale et régionale,
- décentralisation géographique des pouvoirs,
- relocalisation économique et protectionnisme,
- planification concertée et rationnement.

Ces thèmes — mieux définis aux alinéas ultérieurs — se déploient en orientations d'économie politique physique (matières et énergies) dans la liste exhaustive des agrégats suivants : mines, énergie, métallurgie, pétrochimie, chimie minérale, parachimie et pharmacie, verre, papier-carton, matériel roulant, construction navale, construction aéronautique, engins et machines agricoles, machines outils, matériel électrique et électronique, équipement ménager, industrie du bois, textiles et cuirs, édition et presse, génie civil, bâtiment, industries alimentaires, agriculture-sylviculture-pêche, transports, distribution et maintenance, recherche et développement, télécommunications, santé, enseignement, loisirs et culture, hôtellerie, organismes financiers, couverture des risques (sécu et assurances), administration locale et régionale, justice, police et armée, échanges extérieurs.

L'autosuffisance concerne l'indépendance économique, au sens physique de « produire ce que l'on consomme ». Les premiers agrégats organisés pour l'autosuffisance régionale devront être l'agriculture et l'alimentation, l'énergie et les transports, de telle sorte que l'ensemble humain régional soit capable de pouvoir survivre assez longtemps en autarcie dans ces domaines, quitte à importer, dans certains autres domaines,

quelques biens en échange d'un superflu agricole ou énergétique (cas des régions voisines de l'Ile-de-France). Ces échanges interrégionaux seront nécessaires pendant la période de transition vers l'équilibre régional, notamment du fait de la différentiation économique (démographique, technologique, culturelle...) et naturelle (ressources, écologie, géographie...) entre les régions actuelles. Cet équilibre régional est conçu comme moyen de sécurisation des populations contre le choc énergétique rapproché, de résistance à la domination productiviste mondialisée des firmes transnationales, de respect des écosystèmes locaux et de la biosphère.

La décentralisation des pouvoirs, c'est-à-dire l'équilibre régional visé sera mesurée par le niveau de maîtrise qu'auront les habitants sur le fonctionnement et l'évolution du territoire et de l'organisation qui les portent, notamment sur les cycles naturels de sustentation de la vie (eau, carbone, azote, phosphore...). En termes marxistes (cela fera plaisir à certains), les problèmes de répartition du pouvoir posés par l'exercice de cette maîtrise sont indissociables des rapports de production et de consommation, de l'équilibre de l'offre et de la demande sur les marchés locaux, du système de prix intérieur.

La relocalisation économique indique la possibilité régionale, hors domaines agriculture-alimentation et énergie-transports, de pourvoir éventuellement à la production et à la consommation des autres agrégats de la liste. Le protectionnisme, entendu comme réglementation des échanges physiques extérieurs, implique l'abandon du critère de rentabilité aux prix du marché mondial en faveur de critères et de valeurs intérieurs adaptés à l'objectif de sobriété. Ce protectionnisme nouveau est un moyen nécessaire de résistance aux ravages du choc énergétique. Il ne doit pas être compris comme une limitation des

échanges culturels. D'autant moins qu'il dépend de l'existence d'autres îlots régionaux protégés, autorisant ainsi quelques échanges bilatéraux d'îlot à îlot, en dehors des forces libre-échangistes des transnationales.

La planification concertée enfin. La description du régime final stationnaire régional d'une telle réallocation de ressources est hors de portée de mes moyens. Seul un immense effort collectif, tendu vers l'objectif de société sobre ci-dessus esquissée, pourra décrire cet avenir désirable, en impliquant les compétents, les militants et les habitants. Cependant, une contrainte immédiate est celle de l'organisation du rationnement en matière alimentaire et énergétique. A l'image de la directive européenne sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués à toutes les « installations de combustion », des quotas (ou rations) de consommation alimentaire et énergétique devront être alloués à chaque famille selon le nombre de personnes qui la compose. Les différences de revenu entre riches et pauvres seront immédiatement neutralisées par cette modalité de la justice sociale.

Reste une question cruciale à laquelle je ne sais pas répondre : quel sera le niveau technologique d'une telle société post-carbone ? Cela dépendra sans doute de la sévérité du bouleversement global induit par le choc. Tout est possible, depuis une transition drastique à faible coût humain jusqu'au chaos général (décimation massive, troisième guerre mondiale...). Tentons une image : selon le chemin pris par ce bouleversement, le niveau technologique sera comparable à celui du 19e siècle ou régressera jusqu'à celui des Mérovingiens. L'ordinateur sur lequel je tape ces symboles typographiques est impensable sans de multiples échanges de matières et d'énergie mondialisés ; il n'y a pas d'ordinateur breton fabriqué avec des ressources naturelles bretonnes.

La responsabilité des Verts...

Que penser des informations et perspectives qui précèdent ? Devant la nouveauté sidérante d'un tel avenir si proche, ne sommes-nous pas tentés d'en nier l'avènement ou, au moins, d'en minimiser l'ampleur ? Les opinions se regroupent grosso modo en trois ensembles :

- Les cornucopiens, croyants déterminés en la technologie et en l'ingéniosité humaine, estiment tranquillement que celles-ci parviendront à prolonger les modes de production et de consommation industriels, et même à les étendre au monde entier. L'avenir est radieux, la mondialisation heureuse.

- Les centristes admettent qu'en effet le pétrole et le gaz naturel déclineront dans vingt ou trente ans, mais ils croient que les signaux-prix des marchés orienteront « naturellement » les investissements vers des substituts et vers la « maîtrise » sans trop d'inconfort, en tout cas sans chaos et sans guerre.

- Les piquistes supputent que l'organisation actuelle du monde est totalement impréparée à ce nouveau choc pétrolier, que le déni de l'imminence et de l'ampleur de ce choc continuera jusqu'à la crise générale dans quelques années, qu'il est déjà trop tard pour l'éviter, qu'enfin on ne peut que réduire les effets létaux du choc.

Il me semblerait paradoxal que Les Verts, qui ne cessent d'analyser l'évolution du monde depuis vingt ans (depuis trente ans avec René Dumont et le Club de Rome) et ne cessent de proposer à leurs frères et sœurs en humanité des changements de nos modes de production et de consommation, s'en tiennent aujourd'hui à la simple mise à jour d'un programme gradualiste⁴ et féliciste⁵ au moment même où leurs prospectives d'antan se réalisent.

4 qui propose des changements progressifs par des réformes.

5 qui annonce le bonheur si on les écoute.

Je n'ai évoqué que l'urgentissime — le pic de Hubbert — alors que le contexte écologique est plus vaste !

La crise environnementale globale peut se décrire comme un ensemble de manifestations biophysiques observables : appauvrissement de la couche d'ozone stratosphérique, augmentation du taux de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, perte de biodiversité et extinction des espèces, pollution de l'air et de l'eau, érosion des sols, déforestation et perte des habitats, augmentation des déchets toxiques, épuisement des ressources non-renouvelables, augmentation de la population mondiale, congestion urbaine.

A ces manifestations s'ajoutent des menaces : prolifération de matières radioactives et accumulation de déchets nucléaires, multiplication des variétés et des quantités d'organismes génétiquement modifiés, amplitude du changement climatique, introduction massive de molécules de synthèse dans l'environnement.

Au delà de cette phénoménologie, l'analyse de la crise écologique en dévoile une dizaine de caractéristiques :

1. elle est globale, planétaire, mondiale ;
2. les manifestations qu'elle combine sont toutes d'origine anthropique ;
3. l'évolution de ces manifestations est rapide relativement aux temps géologiques, et certains facteurs de cette évolution s'accélèrent encore ;
4. tous les grands cycles biogéochimiques, tous les équilibres écologiques de base sont simultanément perturbés ;
5. ces perturbations ont des effets irréversibles, ou en passe de l'être, même si cessait la perturbation ;
6. ces effets sont grandement imprévisibles et, partiellement, non maîtrisables ;
7. pour la plupart, ces effets ne sont pas directement perceptibles par nos sens ;

8. contrairement à d'autres affaires humaines — telles que la paix et la guerre, censées être régulées par l'ONU, ou le commerce, supposé régulé par l'OMC — la crise environnementale globale ne bénéficie d'aucune instance de régulation mondiale à la hauteur ;

9. cette crise n'est pas d'abord un conflit d'intérêts entre groupes humains, elle affecte des nécessités, des lois de la nature ;

10. toutes les caractéristiques précédentes sont nouvelles : jamais l'humanité n'a eu à les connaître précédemment.

Bref, malgré trente ans de militantisme persévérant, nous avons échoué. Tous les rapports scientifiques — ceux de l'ONU, de Greenpeace, du WWF... — montrent que la situation de la biosphère s'est aggravée depuis 1974 dans la quinzaine de domaines listée ci-dessus (ozone, climat, biodiversité...). Il n'est jamais fructueux de crier au loup avant l'heure. Mais il est toujours irresponsable de nier l'existence du loup lorsqu'il est à notre porte. Nous ne l'avons pas choisi, mais le premier loup qui se présente est celui de la déplétion pétrolière. Les Verts le saisiront-ils pour en faire le repère principal de leurs orientations politiques ?

Yves Cochet

Ancien ministre de l'environnement,
député des Verts,

Texte diffusé aux journées d'été 2004 des Verts.

Cet article est extrait de la revue mensuelle Silence



La revue S!lence est publiée depuis 1982. Elle se veut un lien entre toutes celles et ceux qui pensent qu'aujourd'hui il est possible de vivre autrement sans accepter ce que les médias et le pouvoir nous présentent comme une fatalité.

S!lence est gérée par une association indépendante de tout autre mouvement.

Où trouver la revue S!lence ?

La revue S!lence n'est pas diffusée en kiosque, elle est diffusée uniquement par abonnement et dans un certain nombre de lieux en dépôt. Si vous connaissez un lieu de dépôt possible (magasins bio, librairies, lieux associatifs...), signalez-le-nous par téléphone ou courrier postal et nous ferons les démarches nécessaires.

Si vous n'avez jamais été abonné, vous pouvez bénéficier d'un abonnement découverte de 20 Euros pour les 6 premiers numéros.

Les anciens numéros peuvent être commandés pour 4 Euros l'exemplaire plus 2 Euros de port pour 1 numéro, 3 Euros de ports pour 2 numéros et 4 Euros de port pour 3 numéros et plus.

Vous pouvez recevoir un numéro découverte gratuit sur simple demande par courrier ou par téléphone.

Revue Silence

**9, rue Dumenge,
69317 LYON Cedex 04
04 78 39 55 33 (du lundi au jeudi, 10 à 12h, 14 à 17h)**

www.revuesilence.net